

Fabienne Pourre
Section de Vitry-sur-Seine
Fédération du Val de Marne

Lorsque les trois quarts des citoyens se méfient des partis politiques,

- lorsque parmi les premières raisons de ce divorce prédomine le sentiment que «les politiques» ne se préoccupent pas de leurs problèmes,
- lorsque les bureaux de vote des quartiers et cités populaires sont autant désertés,
- lorsque par millions en Europe les électeurs manifestent leur désarroi, leurs colères et adhèrent à des programmes néo-fascistes, nationalistes et racistes,

Et, dans le même moment,

- lorsque des millions de salarié-e-s en France, dans l'unité syndicale, manifestent pour les retraites, avec la C.E.S., pour une politique industrielle et l'emploi,
- lorsque depuis le Forum Social Mondial jusqu'aux Indigné-e-s sans omettre les «Sans» par millions, les résistances et recherches de convergences naissent en dehors des partis,

Il y a pour les partis politiques nécessité d'évidence: ils ne sont plus – pas – dépositaires reconnus – et surtout pas exclusifs – des solutions à apporter aux exigences populaires, au besoin d'un nouveau contrat social, d'une autre société.

Tous les partis politiques sont confrontés à ce «désamour» qui flirte avec l'indifférence et le rejet. Et alors?

Dans les contradictions et antagonismes en œuvre les recherches de nouvelles perspectives de transformation sociale, d'émancipation et libération humaine butent sur l'obstacle que constituent ces ruptures des citoyens avec les politiques.

Elles ne sont pas à réduire à une rupture avec la politique. Peut-être même au contraire.

Il y a donc du compagnonnage, de «l'accompagnement» à créer en redonnant primauté aux citoyens, aux «masses populaires» qui se vivent trop comme des citoyens de second ordre. Avec utopie. Avec réalisme. Osons le parti pris de partir de «la réalité effective de la chose» et nous apprendrons. Car il y a une belle mais stérile arrogance des partis politiques à penser que la solution c'est l'explication. «Leur» expliquer serait la panacée. Et si c'était le contraire qui était, dans ce moment, le plus utile et efficace?

Est-ce dans l'incompréhension populaire que réside les problèmes ?

Aujourd'hui où les inégalités forment système par un cumul d'avantages pour les uns, de handicaps pour les autres, l'obstacle, de fait, que constitue la quasi impossibilité d'être décideurs dans les espaces démocratiques institutionnels pour les classes populaires, est une donnée de leur abstention qu'il ne faut pas prendre à la légère. (2) Les chiffres, à cet égard, sont terribles: les couches populaires sont reléguées au mieux au rang de participants spectateurs de décisions prises ailleurs. N'avons nous pas nous-mêmes intégré ces critères de compétences qui les excluent ?

N'avons nous pas nous mêmes lorsque nous pensons quartiers populaires, intégrés qu'ils sont des charges plus que des ressources?

N'est-ce pas le refus de leur reconnaître des compétences, (1) l'incapacité à prendre en charge les attentes populaires à partir de leurs réalités qui sont à la source du divorce voire du rejet?

Les assemblées ne leur ressemblent pas pourquoi les rassembleraient-elles?

L'inégalité démocratique est une inégalité qu'il faut combattre au même titre que toutes les autres. Sous les inégalités il y a toujours les classes sociales.

Il est indispensable de ré-inverser les termes du rapport des politiques aux citoyens. Pour que la politique reprenne une place utile dans la cité il faut que le populaire refasse Education Politique. Brandir comme un sésame le politique faisant Education Populaire est une illusion. «Il n'y a pas de maître qui ne puisse devenir élève».

Pour refaire vivre le principe d'espérance inventons de nouvelles Agoras sur les places publiques des quartiers et cités sur les marchés des villes et villages pour que les citoyen-ne-s prennent la parole plus, pour qu'ils, elles, décident de leurs actions, pour qu'ils, elles, élaborent leurs propositions aussi. Jusqu'à

prendre place dans toutes les assemblées. Inventons les lieux de palabres où tous - et toutes - se retrouvent pour débattre des problèmes rencontrés. Le seul ralliement proposé, le seul soutien, par ailleurs nécessaire, ne suffisent pas à faire démocratie.

L'urgence est à réarticuler l'exigence immédiate de survie à la perspective politique de transformation sociale.

Nous sommes bien dans un moment de rupture. Il appelle d'autres grilles de lecture, d'autres manières d'agir pour faire société. Un mur s'est écroulé en 1989. L'effet papillon est énorme puisque désormais c'est le système capitaliste mondialisé financiarisé qui est en cause. Avec, OUI, le besoin de nouveau dans tous les domaines. Les Rois sont nus, les Princes fragilisés.

Un réel besoin de Renaissance émerge: une Renaissance du XXIème siècle aussi puissante dans ses attendus que l'autre. Celle qui inventa la politique, l'Etat moderne. Celle qui décida de l'autonomie du pouvoir temporel par rapport au pouvoir spirituel (séparation de l'église et de l'Etat). Celle qui écrivit une conception laïque de l'Etat et de l'humanisme. Celle qui fut aussi la dénonciation de la propriété privée source de tous les maux, celle enfin qui plaça l'homme au milieu de tout projet, découvrit la perspective. Retravajons ces apports là. Notre époque réclame de faire RENAItre du SENS.

Par exemple redonner du sens aux paroles «ni Dieu(x), ni César(s), ni Tribun(s)... Producteurs (d'outils, d'idées...) sauvons nous-mêmes. Déclarons le Salut commun». Redonner chair au partage (des avoirs, des savoirs, des expériences), rediscuter de la Gratuité, libérer les multiples «JE – barbelé» pour reconstruire autonomie et unité, pour faire cause commune (5) n'est pas de trop lorsque tout se vend et tout s'achète.

Il nous appartient d'être porteurs d'une nouvelle manière de faire de la politique.

Loin des cercles étroits d'experts et d'autres Ramulaud (3), loin des calculs qui rendent illisibles une projection politique. Dans ce moment où certains constatent(4) qu'une puissante dynamique d'éloignement entre les «2 gauches» est à l'œuvre qui ouvre la porte à une nouvelle recomposition politique il est nécessaire et possible de redonner aux classes populaires aussi les moyens de faire de la politique. Pour que ce soit elles qui, réellement, prennent leur destin en main.

1 - Céline Braconnier : *Qui sont les abstentionnistes ?*

2 - Michel Koebel : *«les 500 000 élus municipaux représentent-ils le peuple.»*

3 - *Au cœur du Front de Gauche* : Eric Coquerel (tribune humanité 12/09/2012)

4 - Eric Dupin : *Slate-fr*

5 - Fpourre : *Libération Rebonds* novembre 2010 *«Quartiers Populaires: de la relégation à la solidarité»*